

Le débat politique en Syrie (12.4.12)

Le dernier numéro de «Alerte OTAN ! », bulletin trimestriel du Comité de surveillance OTAN, est en grande partie dédié à la question syrienne. Notre attention fut particulièrement attirée par l'article « Le débat politique intérieur en Syrie : un point de vue ignoré par nos médias », reprenant des extraits d'un communiqué du Parti Communiste Syrien Unifié. La rédaction du prénommé bulletin nous en a procuré le texte complet.

Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste syrien (unifié) .

Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés dans notre pays, la Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et tordre le cou à certains mensonges montés de toute pièce et médiatisés par la propagande impérialiste visant la Syrie.

Depuis que les événements ont commencé en mars dernier, des dizaines de chaînes de télévision en Amérique, en Grande-Bretagne et en France, certaines chaînes dans le monde arabe, et des centaines de sites internet ont travaillé d'arrache-pied pour falsifier la réalité sur ces événements, en tout cas pour l'opinion publique mondiale, avec des programmes spécifiques diffusés en ce sens, jour et nuit.

Le président Américain fait des déclarations quotidiennes comprenant des menaces directes visant la Syrie, ainsi qu'une ingérence flagrante dans les affaires internes du peuple Syrien. Plusieurs hauts dignitaires de l'Union européenne suivent les pas du président Américain. Ces menaces et ces ingérences ont atteint un sommet lorsque le président Américain a affirmé l'illégitimité du régime Syrien. Des sanctions sévères et injustes ont été imposées au peuple Syrien et à son économie. Plus dangereux encore, des plans sont discutés et impulsés par l'OTAN afin de lancer des vagues de frappes aériennes pendant plusieurs semaines contre 30 sites stratégiques en Syrie, ressemblant exactement à ce qui s'est passé en Yougoslavie.

Certains hauts dignitaires Européens ne vont pas hésiter à appeler à traiter la situation en Syrie avec des méthodes qui en ferait une pâle copie de la crise Libyenne. Des dizaines de milliers de civils ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et pendant ce temps, la Libye est divisée.

Des Etats-membres de l'alliance impérialiste internationale essaient, par tous les moyens possibles, de faire adopter une résolution du Conseil de sécurité condamnant la Syrie, qui serait suivie par des résolutions successives contre la Syrie et la soumettre au chapitre 7 de la Charte de l'ONU, afin qu'une campagne agressive puisse être légitimée. Grâce à l'opposition de la Russie et de la Chine, accompagnées de l'Afrique du sud, l'Inde, le Brésil et le Liban, les tentatives impérialistes au Conseil de sécurité de l'ONU sont tout simplement, jusqu'à présent, un échec.

Toutes ces manœuvres sont justifiées de deux façons :

1. Des manifestants sont tués en Syrie, on a recours à des méthodes sécuritaires dans le traitement des manifestations ;
2. La manipulation des insuffisances du régime en Syrie, tels que le manque de démocratie et le monopole du pouvoir exercé par le parti au pouvoir, afin de faire pression sur le régime pour qu'il adopte des changements internes, bien que tout changement interne doive être considéré comme une partie intégrante de la souveraineté nationale de n'importe quel pays ;

En fait, plusieurs manifestations ont eu lieu dès le mois de mars, appelant à des réformes sociales, économiques et démocratiques. La majorité de ces revendications ont été soutenues par notre parti comme une façon de s'opposer aux effets néfastes de la mise en œuvre de mesures économiques libérales, issues des accords passés avec le FMI, et de la transformation de la Syrie en une économie de marché. Les effets ont été très mauvais sur le niveau de vie des pauvres et des couches moyennes.

La direction politique du pays a été constamment mise en garde, par la presse du parti, des rencontres officielles ou des mémorandums officiels, le dernier il y a cinq semaines de cela. Les manifestations étaient pacifiques.

Elles ont été bien vite manipulées par des religieux fondamentalistes et des groupes radicaux à l'idéologie obscurantiste.

De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales. Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations. Des dizaines de civils et de soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tout derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, d'une part, et la Turquie, la Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.

Quoi qu'il en soit, les bandes armées n'ont pas réussi à établir une base frontalière stable. Cela a coûté à la vie à des centaines de civils et de soldats, plus de 2 000 victimes. Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés. Les équipements dernier cri électroniques et médiatiques ont été utilisés afin de faire passer l'armée Syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées.

Pressé par les événements, le gouvernement a adopté plusieurs réformes sociales et démocratiques comprenant : l'annulation des lois d'urgence, des tribunaux exceptionnels, et le caractère légal accordé aux manifestations pacifiques. Récemment, une nouvelle loi électorale et une loi permettant la création de partis politiques ont été adoptées. Est en cours de préparation une nouvelle constitution ou une constitution modifiée.

De nouvelles lois couvrant les domaines des médias et de l'administration locale ont également été adoptées.

Les objectifs de ces lois et mesures sont : casser le monopole du pouvoir exercé par le parti Baath, pour établir une société pluraliste et démocratique, pour garantir les libertés publiques et privées, pour aider au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique.

En dépit de nos réserves quant à certains articles, ces lois sont très importantes. Pendant plus de quarante années, notre parti a lutté pour que de telles lois soient adoptées. Si ces lois étaient mises en œuvre, elle pourraient être un pas important en avant, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste.

De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures, tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tensions communautaires.

Tenter de dépeindre le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits.

Nous pouvons résumer la situation de la façon suivante :

- * Les tensions armées dans les villes Syriennes ont diminué. Les bandes armées ont subi de lourdes pertes. Cependant, certaines d'entre elles sont capables de reprendre leurs activités ;

- * Les manifestations pacifiques n'ont pas disparu et ne sont pas confrontées à la violence de l'État, à moins qu'elles se soient accompagnées d'agissements violents.

- * L'État a invité l'opposition nationale à participer à un dialogue politique général visant à contribuer à la réalisation de la transition à la démocratie et au pluralisme de façon pacifique. Ce dialogue doit affronter de nombreuses difficultés, la plus importante d'entre elles est la pression de groupes armés qui s'opposent au dialogue pacifique et à une solution pacifique, et dépendants du soutien de l'étranger.

- * Les menaces impérialistes et colonialistes contre la Syrie se sont intensifiées. Bien que ces menaces posent de nombreuses difficultés, nous devons être prêts à les affronter.

Pour ce qui est de la situation dans notre pays, il apparaît que :

- * Les mouvements de protestation existent toujours à différents niveaux. Ils diffèrent d'un gouvernorat à l'autre. On peut remarquer que la plupart des mouvements partent des mosquées, des zones rurales et des taudis, pour se diriger vers les centres-villes ;
- * Les mouvements parmi les minorités ethniques ou religieux sont rares. Dans les usines, les universités et les syndicats, il n'y a pas de mouvement ;
- * Dans les cercles de la grande bourgeoisie, qu'elle soit industrielle ou économique, en particulier dans les grandes villes comme Aleppo, Lattakia et Damas, il n'y a pas de mouvement ;
- * Il n'y a aucun mouvement parmi les clans et les tribus ;
- * L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers. Certains sont patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger.

Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et sectaires. Sur place, les groupes les plus actifs et importants depuis le début des manifestations sont les coordinations locales qui comprennent des groupes de jeunes n'ayant pas d'orientations ou de plans idéologiques communs clairs si ce n'est le slogan : « A bas le régime ! ». Ils sont vulnérables aux pressions externes et internes.

- * L'opposition en exil composée essentiellement d'intellectuels, de traditionalistes, de personnes qui ont abandonné le régime et ont certains contacts à l'intérieur (Khadam et Refaat Al Assad). Durant la dernière période, ces forces ont organisé plusieurs conférences à l'étranger (exceptée une rencontre organisée à l'hôtel Samir Amis à Damas par l'opposition interne), dans l'objectif de mobiliser des forces et de coordonner leurs positions. Des différences idéologiques, politiques ainsi que d'intérêts l'ont emporté. Certaines forces d'opposition à l'étranger ont travaillé dur pour obtenir le soutien des forces étrangères colonialistes.

*Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne mènent la campagne internationale de menaces et de provocation contre le régime en Syrie visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie, en particulier des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organisations internationales, la Russie et la Chine continue de s'opposer à de telles sanctions et mesures. La Turquie a choisi une position opportuniste qui fluctue en fonction de ses intérêts régionaux et politiques. Grosso modo, il y a une unanimité internationale dans l'opposition aux mesures militaires directes contre la Syrie, comme cela s'est produit en Libye, étant donné que la Ligue arabe et le Conseil de sécurité de l'ONU n'adoptent pas de résolutions ouvrant la voie à cette perspective. Le conflit sur cette question est féroce.

Excepté le Qatar qui joue un rôle vital et important dans la conjuration contre la Syrie, il existe différentes opinions et position dans le monde Arabe concernant la situation en Syrie ;

Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie des masses s'intensifie ;

Le régime est cohérent et offre de grandes potentialités. Cinq mois après le début des événements, aucune des institutions de base (le parti, l'armée, la sécurité, les institutions d'État, les ambassades, les organisations populaires, les syndicats, le Front national progressiste...) n'a connu de divisions ;

Assurément, le tableau n'est pas statique, et doit être perçu dans ses aspects dynamiques, son évolution et son développement jour après jour.

Parmi les scénarios possibles :

- * La crise pourrait continuer encore pendant une longue période, menant à d'autres catastrophes, bains de sang et souffrances ;
- * Un effondrement menant à l'anarchie générale, une guerre civile ou quelque chose de ce genre, ouvrant la voie à une intervention extérieure ;
- * Une division claire dans l'opposition peut se produire, faisant en sorte qu'une partie d'entre elle s'ouvre à un dialogue sérieux avec le régime pour parvenir à un nouveau contrat social dans le pays ;
- * Un terme aux divergences d'approches et à l'« immobilisme » en ce qui concerne les forces du régime ;

Il y a deux issues possibles : soit l'avancée vers une solution politique à la crise rendant possible

une fin rapide et définitive, soit la poursuite du recours au traitement sécuritaire de la crise quel qu'en soit le prix.

Il est difficile de prédire la manière dont une solution décisive sera atteinte.

Certains événements inattendus peuvent se produire, poussant tous les partis à trouver un accord, ou à accepter un accord imposé par des puissances étrangères pour aider le pays à trouver une issue au tunnel dans lequel il s'est engouffré.

Où en est le parti désormais ?

Pour commencer, nous aimerions attirer votre attention sur le fait que notre parti a envoyé un mémorandum au commandement régional à la veille de la 10ème conférence nationale du parti Baath en 2005. Le parti a demandé à ce que l'État soit séparé du parti, que la démocratie et les libertés soient garanties, que les lois d'urgence soit levées, qu'une loi démocratique pour les partis soit adoptée, que les prisonniers d'opinion et politiques soient libérés, que l'on mette un terme à la domination du parti Baath sur les syndicats, que la corruption soit combattue, etc.

En outre, nous tenons à ajouter que le parti a affirmé, dans tous les documents adoptés dans la dernière période, qu'il soutenait la position nationale de la Syrie.

Pour réaliser cet objectif, les besoins sociaux, économiques et démocratiques des masses populaires doivent être satisfaits. Nous avons discuté en détail de ces revendications dans nos conférences et documents.

Dans son analyse de la crise profonde actuelle de notre pays, notre parti avait indiqué clairement que la principale contradiction se trouve entre la formule politique selon laquelle le pays est gouverné depuis des décennies et les revendications de démocratie, de développement social, économique et culturel dont a besoin la société Syrienne.

Le fond de notre position, c'est que cette formule politique repose sur le monopole de l'autorité par le parti Baath, la tutelle sur le mouvement populaire et ses organisations. Cette formule a mené à la décadence et à la bureaucratie, et à la corruption de l'appareil d'État. Par conséquent, les plans de réforme économique et sociale doivent être pris en considération, mis au niveau des exigences de progrès.

En bref, notre parti estime que le fond de la crise actuelle réside dans le décalage entre la structure du régime et les tâches que doit affronter la Syrie. Dans le même temps, le parti insiste sur le fait que l'ennemi et les forces impérialistes font de leur mieux pour utiliser ce décalage interne pour rendre possible la conjuration contre la Syrie, et l'utiliser comme un cheval de Troie pour servir son objectif bien connu, comme nous l'avons mentionné ci-dessus.

En conséquence, le Parti communiste syrien (unifié) n'est pas neutre pour ce qui est de l'alternative nécessaire, d'une part, et des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, d'autre part.

Une solution politique passant par la poursuite de réformes véritables et radicales est la seule issue à la crise. Les mesures sécuritaires ne font que développer les facteurs de la crise, et l'approfondir toujours plus tout en vidant de son sens le contenu des réformes.

Nous affirmons que la situation actuelle rend nécessaire un dialogue constructif et loyal entre toutes les forces patriotiques et honnêtes, indépendamment des différences d'opinions et d'idées dans l'objectif de parvenir à un accord ou à un plan de réformes radicales répondant aux besoins des masses populaires et des garanties sur la création d'un État civil laïc et démocratique s'opposant aux plans impérialistes et Israéliens dans la région.

Si le dialogue nécessite l'existence d'un climat propice, le dialogue même pourrait contribuer à créer un tel climat, car les autres options ne conduiraient qu'à de nouveaux bains de sang, de nouveaux désastres pour le pays et pour le peuple.

Chers camarades,

Étant donné la faiblesse des médias Syriens face aux gros médias de l'impérialisme, à la mobilisation des forces du monde entier contre la Syrie, et à l'alliance anti-Syrienne composée des puissances impérialistes ainsi que de leurs marionnettes dans la région, y compris la Turquie, qui a adopté une politique pragmatique pour se partager l'hégémonie dans la région avec les pays européens, pour toutes ces raisons, notre parti espère que tous les partis communistes, ouvriers et démocratiques dans le monde contribueront à diffuser ces précisions dans l'opinion publique de leurs pays respectifs.

Ainsi, nous appelons ces partis à soutenir la Syrie car elle est le plus important des pays Arabes

à résister aux plans impérialistes de domination du Moyen-Orient, et à s'opposer fermement au plan Américano-Israélien visant à diviser la région en diverses entités communautaires dont le contrôle serait rendu plus facile. La Syrie soutient également la résistance nationale en Palestine, au Liban et en Irak. De plus, elle soutient le droit du peuple Palestinien à libérer ses territoires et à fonder un État national avec Jérusalem comme capitale.

Traduction JC pour le blog Solidarite Internationale du PCF

Links

[Solidarite Internationale du PCF](#)

[Comité Surveillance OTAN](#)